



NATIONS UNIES
Office contre la drogue et le crime



catalogue des **services**

Assistance technique
fournie par l'ONU DC

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME
Vienne

Catalogue des services

Assistance technique
fournie par l'ONU DC



NATIONS UNIES
New York, 2008

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impudent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Cette publication n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.



Préface

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) mène de très diverses activités qui vont de l'assistance aux États dans la lutte contre la traite des personnes et pour le recouvrement d'avoirs volés à l'amélioration des moyens de réduire l'offre et la demande de drogues, de prévenir le terrorisme et d'enrayer la propagation du VIH/sida due à l'injection de drogues.

Afin de donner une meilleure idée de son action et d'attirer davantage l'attention des États sur les types d'assistance dont ils peuvent bénéficier, l'ONUDC a établi un inventaire de ce qu'il a à leur proposer — un catalogue de ses services.

Ce catalogue met en avant les principaux domaines de travail de l'ONUDC, qui répondent aux besoins identifiés par les États Membres et énumérés dans la stratégie à moyen terme de l'Office. Il présente les services proposés et les outils disponibles.

Notre objectif est de donner aux clients de l'ONUDC — les États Membres — ainsi qu'à nos partenaires un aperçu pratique des nombreuses compétences de l'Office.

Je vous encourage à consulter attentivement le présent catalogue et à faire appel à l'ONUDC s'il y a des services dont vous avez besoin. Ensemble, nous pouvons progresser vers la sécurité et la justice pour tous en rendant le monde plus sûr face à la criminalité, à la drogue et au terrorisme.

Le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,
Antonio Maria Costa

mettre le monde à l'abri
de la criminalité, de la drogue et du terrorisme

Introduction

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) œuvre à la sécurité et à la justice pour tous en aidant les États et les populations à parer aux graves menaces que constituent les drogues, la criminalité et le terrorisme. Il agit dans le cadre de ses mandats, guidé par les besoins des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Les objectifs et les domaines de travail de l'ONUDC ont été définis dans sa stratégie pour la période 2008-2011, qui établit le cadre général de ses activités opérationnelles.

Le catalogue présente les services juridiques, techniques et analytiques proposés par l'Office et les outils disponibles pour réaliser les objectifs généraux énoncés dans la stratégie.

En consultant ce catalogue, les États Membres et les partenaires peuvent tirer plus facilement parti des compétences de l'Office et déterminer dans quels domaines — contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme — ils ont le plus besoin d'une assistance.

Mandats

L'action de l'ONUDC est guidée par un large éventail d'instruments internationaux juridiquement contraignants et par l'ensemble des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

Convention des Nations Unies contre la corruption

La Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est entrée en vigueur en décembre 2005, est le premier instrument mondial juridiquement contraignant qui vise à combattre la corruption dans les secteurs public et privé, aux niveaux national et international. Elle prévoit des mesures énergiques dans les domaines de la prévention, de l'incrimination, de la détection et de la répression, de la coopération internationale et du recouvrement d'avoirs.

Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (adoptée à Palerme en 2000) est le premier instrument mondial, complet et juridiquement contraignant qui vise à lutter contre la criminalité transnationale organisée. Elle prévoit des mesures concernant l'incrimination de la participation à un groupe criminel organisé, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'aide et la protection des victimes et des témoins, les techniques d'enquête spéciales, l'entraide judiciaire,

l'extradition et la coopération internationale.

La Convention est complétée par les trois protocoles suivants:

- Le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;
- Le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer;
- Le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.

Cadre juridique international du contrôle des drogues

Les trois grands traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, qui sont complémentaires, constituent le fondement juridique de la lutte antidrogue. Ils codifient les mesures de contrôle à appliquer au niveau international pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques et pour prévenir leur détournement vers les circuits illicites. Ils comprennent également des dispositions générales sur le trafic et l'abus de drogues.

Ces traités sont les suivants:

- La Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;
- La Convention de 1971 sur les substances psychotropes;
- La Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

Cadre juridique international de la lutte contre le terrorisme

Le cadre juridique universel de la lutte contre le terrorisme comprend les résolutions du Conseil de sécurité sur le sujet, en particulier la résolution 1373 (2001), et les instruments universels relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme international. En outre, en 2006, l'Assemblée générale a adopté pour la première fois une stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme qui désigne l'ONU DC comme organisme chef de file pour la fourniture de l'entraide judiciaire en matière de prévention du terrorisme.

Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Au fil des ans, un nombre considérable de règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale ont été élaborées. Elles portent notamment sur la justice pour mineurs, le traitement des délinquants, la coopération internationale, la bonne gouvernance, la protection des victimes, la violence contre les femmes et la prévention de la délinquance juvénile urbaine. Elles représentent les “meilleures pratiques” et peuvent être adaptées par les États pour répondre aux besoins nationaux.

DOMAINES D'ACTION

1.	État de droit	2
	a. Gouvernance	4
	b. Justice	6
	c. Sécurité	8
2.	Analyse des tendances et criminalistique	11
	a. Analyse des menaces et des risques	12
	b. Moyens scientifiques et criminalistiques	14
3.	Santé et développement	16
	a. Prévention de l'abus de drogues et traitement et réadaptation des toxicomanes	18
	b. Prévention et prise en charge du VIH/sida	20
	c. Développement alternatif	21

The background of the slide is a teal color. It features three gears of varying sizes. The gear on the right is enclosed in a white square frame with a diagonal slash through it, indicating it is crossed out or rejected. The text 'ÉTAT DE DROIT' is written in white, bold, uppercase letters in the lower-left quadrant of the image area.

ÉTAT DE DROIT

Il ne peut y avoir de sécurité et de justice pour tous sans état de droit. C'est pourquoi l'ONUDC, pour aider les États à lutter contre les fléaux que sont la drogue, la criminalité et le terrorisme, facilite l'application des instruments juridiques internationaux pertinents.



Gouvernance

En tant que gardien de la Convention des Nations Unies contre la corruption — l'unique instrument universel de lutte contre la corruption —, l'ONU DC est le mieux placé pour aider les États à consolider leurs régimes juridiques et réglementaires dans ce domaine, notamment en renforçant l'intégrité de la justice, en prêtant appui aux organismes nationaux de lutte anticorruption et en conseillant les services de renseignement financier en matière de lutte contre les infractions financières telles que le blanchiment d'argent. L'Office aide également les États à étoffer les moyens dont ils disposent pour le recouvrement d'avoirs.



Justice

Grâce à des évaluations systématiques, l'ONU DC peut aider les États à mettre en place des systèmes de justice pénale plus accessibles, plus responsables et plus efficaces, et à identifier les domaines dans lesquels des réformes doivent être menées (responsabilité et contrôle des services de police, gestion des prisons et réponse à apporter aux besoins des groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les adolescents, par exemple). L'Office collabore avec les pays en transition et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour aider à établir ou rétablir des systèmes de justice. Compte tenu de la nature transnationale de la criminalité organisée, l'Office encourage et appuie la coopération internationale entre les autorités judiciaires et les services de détection et de répression, y compris par le biais de l'entraide judiciaire et de l'extradition.



Sécurité

Des recherches montrent que, dans le monde entier, les gens considèrent la criminalité comme la première menace à leur sécurité personnelle. Afin de réduire la vulnérabilité face à la criminalité, l'ONU DC aide les États à renforcer les moyens juridiques et techniques dont ils disposent pour prévenir et enrayer le trafic de drogues et d'armes à feu, la traite des personnes et le trafic de migrants. Il veille à ce que les mesures prises pour lutter contre ces phénomènes se fondent sur des données factuelles, suivent les bonnes pratiques établies et soient conformes aux règles et normes juridiques internationales pertinentes. En outre, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, l'ONU DC fournit aux États des services relatifs aux aspects juridiques et autres de la lutte antiterroriste.

Gouvernance



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption
- Prévention de la corruption
- Recouvrement d'avoirs
- Intégrité de la justice
- Infractions économiques et financières
- Blanchiment d'argent
- Enquêtes financières et renseignement financier

SERVICES PROPOSÉS

- Évaluation des besoins en matière de renforcement des mesures anticorruption conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- Appui à l'élaboration de politiques anticorruption et création d'organismes nationaux de lutte contre la corruption, avec détachement de conseillers au niveau national.
- Élaboration et application de mesures préventives telles que des systèmes de déclaration de patrimoine, des codes de conduite, des systèmes d'enregistrement des plaintes et de surveillance, et perfectionnement des capacités et des compétences professionnelles pertinentes.
- Développement des capacités en matière législative et judiciaire, ainsi qu'en matière d'enquêtes, de détection et de répression pour le recouvrement d'avoirs, par la fourniture du logiciel d'aide à la détection et au recouvrement des avoirs (goATR) et par le renforcement des moyens de détection, de saisie et de confiscation du produit d'activités illicites.
- Appui au renforcement de l'intégrité et des capacités des systèmes judiciaires.
- Organisation de campagnes de sensibilisation à la lutte contre la corruption.
- Facilitation de la coopération internationale, notamment dans les domaines de l'entraide judiciaire, de l'extradition, de la détection et de la répression.
- Renforcement de la capacité à agir face au blanchiment d'argent, notamment par la fourniture du logiciel d'aide à la lutte contre le blanchiment (goAML).
- Fourniture d'outils de recherche et d'analyse juridique pour la lutte antiblanchiment.
- Création de services de renseignement financier et renforcement de ceux qui existent et, à cette fin, assistance à la réglementation du secteur privé et au respect des normes par ce dernier, et fourniture des logiciels spécialement conçus à cette fin (goAML, goCASE (aide au suivi des enquêtes) et goATR).
- Fourniture de conseils techniques sur les systèmes bancaires parallèles (tels que le hawala).
- Développement et mise en place de ressources informatiques aux fins des programmes de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, et aide à leur utilisation.

OUTILS DISPONIBLES

Application de la Convention des Nations Unies contre la corruption:

- Guide législatif pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- Manuel des Nations Unies sur les mesures pratiques de lutte contre la corruption, destiné aux procureurs et aux enquêteurs.
- Programme d'accompagnement dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (personnel expérimenté des cellules de renseignement financier, procureurs et personnel des services de détection et de répression), pour transmettre un savoir-faire utile à long terme au pays.
- Programme d'accompagnement dans la lutte contre la corruption (professionnels expérimentés des services anticorruption, procureurs et enquêteurs), pour transmettre un savoir-faire utile à long terme au pays.
- Modules de formation assistée par ordinateur à la lutte anti-blanchiment et aux enquêtes financières.
- Rapport du Groupe de travail d'experts sur les meilleures pratiques en matière de

confiscation de biens, Vienne, 2001.

- Logiciel goCASE d'aide au suivi des enquêtes; logiciel goATR d'aide à la détection et au recouvrement des avoirs.

Intégrité de la justice:

- Guide sur le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats.
- Commentaire sur les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire.

Lutte contre le blanchiment d'argent:

- Réseau international d'information sur le blanchiment de l'argent (IMoLIN).
- Logiciel goAML d'aide à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mis au point par l'ONUSD à l'intention des services de renseignement financier pour la collecte et l'analyse des données financières.
- Banque de données internationale contre le blanchiment de l'argent (AMLID), qui contient la législation et les réglementations de 170 États ou territoires en

matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi qu'une analyse juridique des régimes des États Membres dans ces domaines (www.imolin.org).

- Loi type ONU/FMI sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (2005), destinée aux pays de droit romain.
- Projet de loi type de l'ONU sur le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme (2003), destiné aux pays de *common law*.
- Aperçu des conventions des Nations Unies et des autres normes internationales relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Criminalité informatique et fraude à l'identité:

- Manuel sur la prévention et la répression de la criminalité informatique.
- Étude de l'ONUSD sur la fraude et sur l'abus et la falsification d'identité à des fins criminelles.

Justice

DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale
- Efficacité, responsabilité et supervision des services de détection et de répression
- Prévention du crime
- Réforme judiciaire
- Justice pour mineurs
- Réforme pénitentiaire
- Assistance juridique
- Peines de substitution à l'emprisonnement
- Justice réparatrice
- Violence à l'égard des femmes
- Aide aux victimes de la criminalité
- Groupes vulnérables au sein du système de justice pénale
- Extradition et entraide judiciaire
- Protection des témoins

SERVICES PROPOSÉS

- Fourniture d'avis spécialisés aux décideurs et praticiens en matière de réforme de la justice pénale, y compris les avis techniques de haut niveau et le renforcement des capacités.
- Évaluations des systèmes de justice pénale.
- Appui aux pays en transition et aux opérations de paix pour la réforme de la justice, avec fourniture de conseils spécialisés, de formations et d'avis techniques.
- Aide à la mise au point et à l'application de stratégies pour la réforme de la justice pénale, y compris la mise au point d'indicateurs nationaux pour mesurer l'efficacité de la justice.
- Fourniture d'avis et rédaction de textes juridiques, y compris dans les domaines du droit pénal, de la procédure pénale et de la législation applicable.
- Renforcement des capacités du personnel des ministères de la justice et de l'intérieur.
- Appui aux gouvernements et à la société civile pour la prévention de la criminalité, par exemple: programmes de compétences familiales, transmission de compétences psychosociales en milieu scolaire et interventions globales visant les jeunes à risque.
- Facilitation et généralisation de l'extradition et de l'entraide judiciaire, y compris formation à l'utilisation des rédacteurs de requêtes de l'ONUUDC.
- Appui opérationnel direct aux services judiciaires et aux services de poursuite à l'échelle nationale pour les poursuites en cours et la confiscation d'avoirs.
- Appui à l'instauration et au renforcement d'autorités centrales à l'échelle nationale en vue de faciliter la coopération internationale en matière pénale.
- Réalisation d'évaluations et définition de plans d'action à l'intention des tribunaux en vue de renforcer l'intégrité et les moyens de la justice.
- Assistance à l'appareil judiciaire en vue de le rendre conforme aux normes internationales.
- Développement et mise en place de ressources informatiques pour la réforme de la justice pénale, et aide à leur utilisation.
- Renforcement des capacités des fonctionnaires de police en vue d'améliorer la responsabilité et l'intégrité et de répondre aux besoins des victimes.
- Appui aux magistrats concernant les mesures non privatives de liberté et le traitement des victimes et des témoins.
- Promotion de mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes.
- Appui à la bonne gestion des prisons.

OUTILS DISPONIBLES

Compilation d'outils d'évaluation de la justice pénale:

- Seize modules couvrant tous les aspects de la procédure pénale.

Activités de détection et de répression:

- Manuels sur les thèmes suivants: responsabilité, supervision et intégrité de la police; réponse des services de détection et de répression à la violence à l'égard des femmes.

Prévention du crime:

- Principes directeurs des Nations Unies applicables à la prévention du crime.

Réforme de la justice:

- Recueil des règles et normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
- Manuel de mesure des indicateurs de la justice pour mineurs.
- Manuels sur les thèmes suivants: justice pour les victimes de la criminalité et les victimes d'abus de pouvoir; programmes de justice réparatrice.

- Lignes directrices sur les bonnes pratiques en matière de programmes de protection des témoins; mise au point de programmes d'assistance juridique dans les pays qui sortent d'un conflit.
- Liste de contrôle de l'ONUDC sur le traitement des affaires de drogues par le système judiciaire.

Système pénitentiaire:

- Manuels sur les thèmes suivants: gestion des prisons, gestion des données pénitentiaires, détenus ayant des besoins particuliers, groupes vulnérables en prison, femmes détenues, pratiques prometteuses concernant les peines de substitution à l'emprisonnement.

Assistance juridique:

- Questionnaire de l'ONUDC sur les besoins en matière d'assistance juridique.
- Lois types sur les thèmes suivants: extradition (2004); coopération internationale (extradition et entraide judiciaire) face au trafic de

stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs.

- Modèle de projet de loi sur l'extradition (amendement) (2000) et commentaire; modèle de projet de loi sur les preuves obtenues à l'étranger (2000) et commentaire; modèle de projet de loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale (2000) et commentaire.
- Traités types sur les thèmes suivants: extradition; entraide judiciaire en matière pénale; transfert des poursuites pénales; accord type relatif au transfert des détenus étrangers; transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle; prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples; restitution des véhicules volés ou frauduleusement soustraits (bilatéral); partage du produit du crime ou des biens confisqués (bilatéral).
- Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire; rédacteur de demandes d'extradition

Sécurité

DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée
- Ratification et application des treize conventions contre le terrorisme
- Trafic de drogues
- Gestion des frontières
- Contrôle des précurseurs
- Criminalité organisée
- Traite des êtres humains
- Trafic de migrants
- Trafic d'armes à feu
- Cybercriminalité
- Violence urbaine



SERVICES PROPOSÉS

- Renforcement des connaissances à l'échelle nationale et des capacités institutionnelles des services de détection et de répression et des autres organismes de justice pénale dans les domaines de la traite des personnes, du trafic de drogues, d'armes à feu et de migrants, du blanchiment d'argent et du contrôle des précurseurs.
- Conseils juridiques et assistance pour l'examen et la rédaction de lois et de réglementations, y compris par la mise à disposition de lois types, en vue de faciliter la ratification et la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux relatifs aux drogues, à la criminalité et au terrorisme.
- Assistance à la prise de mesures contre le financement du terrorisme, notamment par la mise à disposition d'outils de recherche et par l'analyse juridique.
- Développement de la base de connaissances juridiques des fonctionnaires de justice pénale qui s'occupent de la lutte contre le terrorisme.
- Renforcement des structures institutionnelles sur lesquelles reposent les mécanismes de coopération internationale en matière pénale, notamment dans les domaines de l'extradition, de l'entraide judiciaire et de la coopération à des fins de confiscation.
- Fourniture de conseils et d'avis pour l'instauration et la gestion de mesures et de programmes de protection des témoins et des victimes.
- Promotion et appui technique pour l'instauration d'une coopération interinstitutionnelle et internationale en matière de détection et de répression.
- Assistance aux pays d'origine, de transit et de destination pour l'élaboration de stratégies et de plans d'action communs visant à lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants, de drogues et d'armes à feu.
- Collecte, analyse et diffusion de données sur les tendances de la criminalité organisée, de la traite des personnes et du trafic de drogues.
- Promotion de mécanismes nationaux et régionaux d'échange d'informations/de données sur les trafiquants, importateurs et exportateurs d'armes à feu et les modalités du trafic.
- Renforcement de la sécurité des conteneurs.

- Développement et mise en place de ressources informatiques, aide à leur utilisation et formation assistée par ordinateur pour améliorer les activités de détection et de répression.
- Appui à une gestion intégrée des renseignements et des dossiers par les services de détection et de répression et les autorités judiciaires.
- Mise à disposition de services de renforcement des capacités (notamment les programmes d'accompagnement, les services consultatifs et les programmes d'apprentissage en ligne) dans les domaines suivants:
 - Techniques d'enquête spéciales en matière de drogues;
 - Formation du personnel des services de justice pénale sur les nouvelles lois, la coopération internationale et l'état de droit en rapport avec le terrorisme;
 - Gestion des frontières et contrôles, évaluation des risques, ciblage et profilage;
 - Gestion et supervision du commerce légal et du transit d'armes à feu, de munitions et d'explosifs, en vue de prévenir leur détournement vers des circuits illicites;
 - Lutte contre les enlèvements;
 - Prévention de la criminalité et réponse locale à la criminalité.

OUTILS DISPONIBLES

Application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée:

- Guide législatif pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.
- Guide législatif pour l'application des protocoles.
- Lignes directrices sur les techniques d'enquête spéciales.
- Manuel antienlèvements.
- Guide d'application du protocole relatif aux armes à feu.
- Loi type sur la protection des témoins.
- Guide des bonnes pratiques pour l'instauration et la gestion de programmes de protection des témoins.
- Guide pour les enquêtes et les poursuites concernant des affaires complexes de criminalité organisée et de corruption.

Trafic de drogues:

- Modèles de lois sur les thèmes suivants: classification des stupéfiants, substances psychotropes et précurseurs et réglementation du commerce licite des drogues; répression des infractions en matière de

drogues; usage illicite des stupéfiants et substances psychotropes.

- Modèle de décret instituant le Comité interministériel de coordination de la lutte contre la drogue, à l'intention des pays de droit romain.
- Outils en ligne: répertoire des autorités nationales compétentes au titre de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes; bibliothèque juridique de l'ONUDC.
- Logiciel visant à améliorer les enquêtes policières et les moyens criminalistiques.
- Liste de contrôle de l'ONUDC sur le traitement des affaires de drogues par le système judiciaire.
- Rapports semestriels sur les saisies.
- Base de données sur les tendances du trafic.

Traite des êtres humains:

- Traite des personnes: rapport sur les tendances mondiales.
- Référentiel d'aide à la lutte contre la traite des personnes.
- Mesures de lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest.
- Manuels de formation à la lutte contre la traite des personnes adaptés aux pays/régions.

- Rapports de pays/manuels sur la lutte contre la traite des personnes.
 - La prévention des actes terroristes: une stratégie de justice pénale intégrant les normes de l'état de droit à la mise en œuvre des instruments des Nations Unies contre le terrorisme.
 - Logiciel d'aide à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- Lutte contre le terrorisme:**
- Guide législatif sur les conventions et protocoles mondiaux contre le terrorisme.
 - Liste des infractions et des compétences prévues dans les instruments universels contre le terrorisme et la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.
 - Base de données sur la législation antiterroriste.
 - Guide pour l'incorporation législative et la mise en œuvre des instruments universels contre le terrorisme.
 - Loi type contre le terrorisme
 - Études analytiques sur l'évolution de la législation antiterroriste.
 - Modèle de projet de loi sur le financement du terrorisme (2003), destiné aux systèmes de *common law*.



The image features three interlocking gears of different sizes, rendered in a teal color scheme. The rightmost gear is magnified and overlaid with a semi-transparent white square containing a magnifying glass icon, symbolizing analysis and investigation.

ANALYSE DES TENDANCES ET CRIMINALISTIQUE

Pour être efficace, une politique doit s'appuyer sur des faits. C'est pourquoi l'ONUDC aide les États à étoffer leurs connaissances en matière de drogues et de criminalité par l'amélioration de la collecte de données et de statistiques aux niveaux national et international, analyse et diffuse des informations sur les tendances, met à disposition son savoir-faire en matière scientifique et criminalistique, et aide les États à appliquer ces connaissances à la formulation de politiques.

Analyse des menaces et des risques



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Collecte de données/enquêtes
- Statistiques et bases de données

SERVICES PROPOSÉS

- Renforcement des capacités techniques des pays en matière de collecte et d'analyse de données relatives aux drogues et à la criminalité.
- Réalisation d'enquêtes sur les cultures illicites, l'abus de drogues, les victimes de la criminalité et la corruption, y compris mise au point de méthodologies et de lignes directrices, conception d'enquêtes/définition d'échantillons, élaboration de questionnaires, formation d'interlocuteurs au sein de l'administration nationale, analyse de données/bases de données et contrôle de la qualité.
- Mise à disposition de statistiques relatives aux drogues et à la criminalité.
- Fourniture d'avis techniques sur la conception de bases de données et sur les systèmes d'informations géographiques.
- Appui technique concernant les indicateurs de suivi en matière de drogues et de criminalité.
- Conseils pour la conception d'études et l'évaluation par les pairs d'études locales.
- Réalisation d'études sur les drogues et la criminalité dans le contexte du développement.
- Analyse des risques.

OUTILS DISPONIBLES

- Interface interactive d'accès à la base de données centrale sur les drogues et la criminalité (interface d'accès aux données relatives aux saisies de drogues à l'adresse: <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/Research-Database.html>).
- Rapport mondial sur les drogues (<http://www.unodc.org/unodc/fr/data-and-analysis/WDR.html>).
- Enquêtes sur les cultures illicites (<http://www.unodc.org/unodc/fr/crop-monitoring/index.html>).
- Manuel des Nations Unies pour l'élaboration d'un système de statistiques de la justice pénale.
- Manuel pour les enquêtes sur les victimes.
- Manuel de mesure des indicateurs de la justice pour mineurs.
- Questionnaire type et méthodologie pour les enquêtes sur la criminalité et les victimes en population générale.
- Questionnaire type et méthodologie pour les enquêtes sur la criminalité et la corruption dans les affaires.
- Questionnaires types et méthodologie pour les enquêtes sur la corruption parmi les fonctionnaires de police, les magistrats, les juristes, les employés du secteur public et les usagers des services publics.
- Questionnaire/liste de vérification concernant les actions nationales de lutte contre la traite des personnes.
- Les publications et informations les plus récentes sur la recherche et les outils et services d'analyse des tendances sont présentés sur le site Internet de l'ONUDD à l'adresse: <http://www.unodc.org/unodc/fr/data-and-analysis/index.html>.



Moyens scientifiques et criminalistiques



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Drogues et précurseurs
- Autres domaines de la criminalistique (par exemple, investigations sur la scène du crime, analyse des empreintes digitales, vérification des documents, suivi des armes à feu, etc.)
- Données de laboratoire et informations techniques

SERVICES PROPOSÉS

- Avis scientifiques/techniques d'experts sur les questions liées à l'analyse des drogues/précurseurs et à d'autres domaines de la criminalistique, y compris des domaines connexes, comme la production de données de qualité, les pratiques optimales en matière de criminalistique et les spécifications des instruments.
- Conseils d'experts, avis et normes pour l'évaluation et l'amélioration des moyens scientifiques et criminalistiques à l'échelle nationale.
- Programmes et projets d'assistance technique visant à renforcer les moyens et les infrastructures criminalistiques à l'échelle nationale, y compris les infrastructures pour la collecte et l'échange de données de laboratoire.
- Assistance matérielle au renforcement des capacités scientifiques et criminalistiques, avec mise à disposition d'échantillons de référence authentiques, d'ouvrages scientifiques (sur l'analyse des drogues et la criminalistique) et de matériel.
- Possibilités de formation pour le personnel des laboratoires.
- Appui à l'assurance de la qualité, y compris essais circulaires semestriels d'aptitude (connus sous le nom d'exercices collaboratifs internationaux), en vue d'améliorer la performance des laboratoires nationaux d'analyse de drogues.
- Promotion de l'instauration de réseaux de coopération entre les laboratoires et avec leurs clients (services de détection et de répression, autorités de réglementation, services de santé, système judiciaire) en vue d'améliorer l'intégration à l'échelle nationale, la réponse opérationnelle et l'échange de données criminalistiques à l'échelle internationale.
- Mise à disposition du Système national de contrôle des drogues (NDS), logiciel de gestion des informations pour le contrôle national et international des drogues qui automatise un certain nombre d'activités quotidiennes requises aux termes des conventions internationales relatives au contrôle des drogues.

OUTILS DISPONIBLES

- Outils d'évaluation des moyens scientifiques et criminalistiques et questionnaires types pour différents utilisateurs (par exemple les responsables de l'administration publique, les directeurs de laboratoire et d'autres personnes susceptibles d'évaluer les infrastructures nationales en matière de criminalistique).
- Manuels techniques et guides sur les méthodes, approches et pratiques optimales pour l'analyse des drogues/précurseurs, y compris le prélèvement et l'élimination d'échantillons, et d'autres domaines de la criminalistique (voir la liste des publications figurant sous: <http://www.unodc.org/unodc/fr/scientists/publications.html>).
- Dictionnaire multilingue des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international.
- Programmes et matériel de formation (par exemple, bourses pour l'étude de la caractérisation des drogues et l'établissement du profil des impuretés).
- Manuels sur les méthodes d'analyse standard, lignes directrices, pratiques optimales en matière de criminalistique.
- Trousses d'identification des drogues et des précurseurs.



The image features three interlocking gears of different sizes, rendered in a monochromatic teal color. The rightmost gear is enclosed within a white square frame that has a diagonal slash through it, resembling a prohibition or 'no' symbol. This visual metaphor likely represents the exclusion or negation of a specific concept or action related to the text below.

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

Pour réduire la vulnérabilité des personnes à la toxicomanie, il faut mettre en œuvre toute une série de mesures bien ciblées et coordonnées. C'est pourquoi l'ONUDC propose une assistance technique destinée à améliorer la prévention, le traitement et la réinsertion des toxicomanes, et visant les groupes fortement exposés au VIH/sida. Pour ce qui est de réduire l'offre de drogues illicites dans le monde, l'Office est conscient que l'éradication des cultures doit aller de pair avec l'élimination de la pauvreté. Il travaille donc en collaboration avec les pouvoirs publics et le secteur privé pour promouvoir le développement dans les régions vulnérables et créer des sources de revenus licites.



Prévention de l'abus de drogues et traitement et réadaptation des toxicomanes

Il est possible de prévenir et de traiter la toxicomanie, mais cela nécessite une approche globale et multidisciplinaire qui comprenne des mesures médico-pharmacologiques et psychosociales. Des stratégies de traitement différentes doivent être mises au point selon les catégories de toxicomanes et les caractéristiques sociocomportementales de la dépendance. Il est indispensable de mieux comprendre ce qui rend les personnes vulnérables. Surtout, il faut s'efforcer d'atteindre les jeunes qui ne sont pas sensibles aux programmes de prévention, les toxicomanes peu enclins à se rendre dans les structures de traitement, les personnes qui continuent à faire usage de drogues illicites malgré le traitement et les patients qui rechutent facilement.



Prévention et prise en charge du VIH/sida

Pour ce qui est du VIH, l'ONUSIDA concentre son action sur trois groupes de population particulièrement exposés, à savoir: les usagers de drogues par injection, les prisonniers et les personnes susceptibles d'être victimes de la traite. L'Office mène de vastes programmes de prévention de l'infection à VIH et de prise en charge des personnes touchées par le VIH/sida. Il offre par ailleurs une assistance technique destinée à appuyer l'élaboration d'une législation, de politiques et de normes efficaces, le renforcement des capacités, et l'instauration d'un environnement favorable et d'infrastructures organisationnelles efficaces afin d'offrir des services de prévention et de traitement qui atteignent largement les populations les plus exposées.



Développement alternatif

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime cherche à réduire l'offre de drogues illicites dans le monde, en encourageant l'éradication des cultures, mais aussi le développement durable des communautés qui vivent des revenus générés par la culture du pavot à opium et du cocaïer. C'est essentiel si l'on veut réduire la dépendance de ces communautés par rapport aux marchés illicites et leur permettre de sortir du climat de criminalité, de violence et de peur qui va de pair avec l'économie de la drogue.

Prévention de l'abus de drogues et traitement et réadaptation des toxicomanes



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- ❖ Prévention de l'abus de drogues
- ❖ Traitement et réadaptation des toxicomanes

SERVICES PROPOSÉS

- Appui aux pouvoirs publics et à la société civile pour la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'une série d'interventions fondées sur des données factuelles pour prévenir l'abus de drogues. Domaines prioritaires à l'heure actuelle:
 - Transmission de compétences psychosociales en milieu scolaire;
 - Programmes de compétences familiales;
 - Interventions globales ciblant les jeunes à risque.
- Appui aux pouvoirs publics pour la mise au point de systèmes de traitement, le développement des services destinés aux toxicomanes et la création de systèmes nationaux d'information sur l'abus de drogues en vue de suivre et d'évaluer les programmes de réduction de la demande. Domaines prioritaires:
 - Traitement en milieu communautaire;
 - Rôle du traitement des toxicomanies dans la prévention et la prise en charge du VIH/sida;
 - Traitement des toxicomanies en milieu carcéral;
 - Moyens de subsistance durables pour la réadaptation et la réinsertion.

OUTILS DISPONIBLES

Programme mondial d'évaluation (GAP):

- Mise au point d'un système intégré d'information sur les drogues — éléments requis pour la collecte et la gestion de données sur l'abus de drogues.
- Méthodes à suivre pour évaluer le nombre de consommateurs de drogues illicites dans l'ensemble de la population.
- Études d'évaluation thématique (y compris supports pédagogiques) — méthodes d'étude qualitative pour la collecte de données relatives à l'abus de drogues.
- Mesure de la demande de traitement de la toxicomanie — conseils pour la mise en place d'un système national de suivi de la demande de traitement.

Prévention de l'abus de drogues:

- Prévention de la consommation de stimulants de type amphétamine chez les jeunes.
- Planification, mise en œuvre, suivi et évaluation d'activités de prévention avec la participation active des jeunes et de la communauté.
- Diffusion d'un message adapté auprès des jeunes.
- Prévention en milieu scolaire.
- Action auprès des familles.
- Activités de substitution.
- Action auprès des populations vulnérables.
- Supports pédagogiques pour les organisations communautaires.
- Fonds mondial pour le sport.

Traitement et réadaptation des toxicomanes:

- Traitement de l'abus de drogues: état des lieux et examen des faits.
- Traitement de l'abus de drogues et réinsertion: guide pratique pour la planification et la mise en œuvre.
- Traitement et suivi des femmes pour abus de substances: études de cas et enseignements.
- Guides et manuels internationaux d'évaluation (OMS/OEDT/ONUDD).
- Guide pratique à l'usage des conseillers en matière de drogues.
- Principes directeurs applicables au traitement pharmacologiquement et psychosocialement assisté des personnes dépendantes aux opiacés.
- Module de formation pour les prestataires de services de traitement.



Prévention et prise en charge du VIH/sida



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- ❖ Prévention, prise en charge et traitement du VIH/sida chez les usagers de drogues par injection
- ❖ Prévention, prise en charge et traitement du VIH/sida en milieu carcéral
- ❖ Prévention, prise en charge et traitement du VIH/sida chez les personnes susceptibles d'être victimes de la traite

SERVICES PROPOSÉS

- Avis techniques pour la conception de programmes sur le VIH/sida destinés aux usagers de drogues par injection, aux prisonniers et aux personnes susceptibles d'être victimes de la traite.
- Animation de groupes de travail techniques nationaux sur la prévention et la prise en charge du VIH/sida.
- Mise au point de stratégies efficaces pour le développement, le suivi et l'évaluation des programmes de prévention et de prise en charge du VIH/sida.

OUTILS DISPONIBLES

- Le VIH/sida: prévention, soins, traitement et soutien en milieu pénitentiaire — cadre pour une intervention nationale efficace.
- Guide technique pour aider les pays à définir les objectifs à atteindre en matière d'accès universel aux programmes de prévention, de prise en charge et de traitement du VIH destinés aux usagers de drogues par injection.
- Prévention et prise en charge du VIH/sida chez les femmes consommatrices de drogues par injection.
- Lignes directrices pour les juges, procureurs et agents des services de détection et de répression qui ont affaire à des personnes susceptibles d'être victimes de la traite.
- Le VIH/sida: prévention, soins, traitement et soutien en milieu pénitentiaire — cadre pour une intervention nationale efficace; document technique: prison et VIH/sida.

Développement alternatif



DOMAINES THÉMATIQUES COUVERTS

- Activités de substitution aux cultures illicites
- Moyens de subsistance durables

SERVICES PROPOSÉS

- Assistance technique au développement agricole et rural (emplois non agricoles compris) en vue d'offrir des moyens de subsistance durables dans les zones de cultures illicites.
- Rédaction d'éléments de stratégies/plans nationaux de développement visant spécifiquement à lutter contre les cultures illicites.
- Assistance technique pour la création de groupes consultatifs de donateurs sur les moyens de subsistance alternatifs/le développement alternatif.
- Mise au point de stratégies de commercialisation des produits issus de programmes de développement alternatif.
- Promotion de l'échange de pratiques optimales et de connaissances relatives aux programmes de développement entre pays touchés par les cultures illicites.
- Conception et application de systèmes de gestion, d'information stratégique et d'organisation du travail et de logiciels essentiels, services d'appui et informatisation des administrations.
- Évaluations stratégiques des incidences des drogues, de la criminalité et de l'insécurité sur le développement.

OUTILS DISPONIBLES

Activités de substitution aux cultures illicites:

- Rapport sur les nouvelles stratégies de développement alternatif tenant compte du rôle spécifique des femmes; colloque régional sur le développement alternatif: mise en réseau de l'information et partage des bonnes pratiques concernant le développement et le rôle des femmes.
- Manuel sur le suivi et l'évaluation des projets de développement alternatif.
- Développement alternatif dans les Andes — l'expérience de l'ONUDC (2007).
- Développement alternatif: partage des bonnes pratiques et attitude à adopter face aux problèmes communs.
- Rapport sur des lignes directrices concernant les bonnes pratiques en matière de prise en compte des rôles des hommes et des femmes dans le développement alternatif.

The image features three interlocking gears of different sizes, rendered in a monochromatic teal color. The rightmost gear is magnified and framed by a white square with a diagonal line, suggesting a focus on a specific detail or a strategic element. The background is a gradient of teal.

STRATÉGIE À MOYEN TERME DE L'ONU DC

2008-2011

La stratégie à moyen terme de l'ONUDC pour la période 2008-2011 a été élaborée en étroite consultation avec des États Membres, des experts extérieurs, des organisations non gouvernementales et des membres du personnel afin de bien définir les domaines de résultat sur lesquels l'Office doit concentrer ses efforts et les objectifs qu'il doit poursuivre. Elle constitue le cadre conceptuel de la gestion axée sur les résultats. Elle jette également les bases d'un système de suivi et de communication d'informations qui doit permettre à l'Office de montrer avec quelle efficacité il peut utiliser les ressources publiques pour s'attaquer aux problèmes recensés.

Thèmes et domaines de résultat

1. État de droit

- 1.1 Ratification et application des conventions et protocoles
- 1.2 Coopération internationale en matière de justice pénale
- 1.3 Systèmes de justice pénale plus accessibles, plus responsables et plus efficaces
- 1.4 Prévention du terrorisme

2. Analyse des politiques et des tendances

- 2.1 Analyse de la menace et du risque
- 2.2 Moyens scientifiques et criminalistiques

3. Prévention, traitement et réinsertion, et développement alternatif

- 3.1 Programmes de prévention axés sur la collectivité
- 3.2 Prévention de la corruption
- 3.3 Prévention et prise en charge du VIH/sida (chez les usagers de drogues par injection, en milieu carcéral et parmi les victimes de la traite des êtres humains)
- 3.4 Développement alternatif
- 3.5 Traitement et réadaptation des toxicomanes
- 3.6 Réforme pénitentiaire
- 3.7 Justice pour mineurs
- 3.8 Assistance aux victimes

Index des domaines thématiques

	Pages		Pages
Activités de substitution aux cultures illicites	21	Moyens criminalistiques	14
Assistance juridique	6	Moyens de subsistance durables	21
Blanchiment d'argent	4	Peines de substitution à l'emprisonnement	6
Collecte de données/enquêtes	12	Prévention de l'abus de drogues	18
Contrôle des précurseurs	8	Prévention de la corruption	4
Convention des Nations Unies contre la corruption, ratification et application	4	Prévention du crime	6
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ratification et application	8	Prévention et prise en charge du VIH/sida	20
Conventions des Nations Unies contre le terrorisme, ratification et application	8	Protection des témoins	6
Coopération en matière de détection et de répression	4	Recouvrement d'avoirs	4
Criminalité organisée	8	Réforme judiciaire	6
Cybercriminalité	8	Réforme pénitentiaire	6
Données de laboratoire et informations techniques	14	Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale	6
Efficacité, responsabilité et supervision des services de détection et de répression	6	Sécurité des conteneurs	8
Enquêtes financières et renseignement financier	4	Statistiques sur les drogues et la criminalité	12
Extradition et entraide judiciaire	6	Terrorisme	8
Gestion des frontières	8	Trafic d'armes à feu	8
Groupes vulnérables au sein du système de justice pénale	6	Trafic de drogues	8
Hawala/systèmes bancaires parallèles	4	Trafic de migrants	8
Infractions économiques et financières	4	Traite des êtres humains	8
Intégrité de la justice	4	Traitement et réadaptation des toxicomanes	18
Justice pour mineurs	6	Victimes de la criminalité	6
Justice réparatrice	6	Violence à l'égard des femmes	6
		Violence urbaine	8

Crédits photographiques: ONUDC, ONU/Département de l'information, Banque mondiale, Howard G. Buffett

www.unodc.org



NATIONS UNIES
Office contre la drogue et le crime

Centre international de Vienne, Boîte postale 500, 1400 Vienne (Autriche)
Téléphone: (+43-1) 260600-4782, Télécopieur: (+43-1) 26060-74782, www.unodc.org

